



Service de police  
AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL



Centre jeunesse  
de la Montérégie



---

**COMMUNIQUÉ**  
**Pour diffusion immédiate**

**AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL**  
***Une concertation renforcée pour la lutte aux gangs de rue***

*Longueuil, le 6 avril 2009.* Les quatre organismes régionaux signataires de l'entente pour contrer le phénomène émergent des gangs de rue sur le territoire de l'agglomération de Longueuil – soit la Conférence régionale des élus (CRÉ) de Longueuil, le Service de police de l'agglomération de Longueuil (SPAL), le Centre jeunesse de la Montérégie (CJM) ainsi que le Forum jeunesse Longueuil (FJL) -, ont fait le point sur leur alliance, tracé un bref bilan des interventions menées à ce jour et profité de l'occasion pour faire part de l'engagement du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT). L'événement s'est tenu le 6 avril dernier à l'Hôtel de Ville de Longueuil devant les membres des conseils d'administration des organismes signataires de l'entente en marge du 14<sup>e</sup> conseil d'administration de la CRÉ de Longueuil.

Ainsi, au nom de la vice-première ministre et ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, madame Nathalie Normandeau, le député de Huntingdon, M. Stéphane Billette, a annoncé une contribution financière de 150 000 \$, répartie sur trois ans, en provenance du Fonds de développement de la métropole. « Cette somme permet d'aider la Conférence régionale des élus de Longueuil à mettre en œuvre, de concert avec ses partenaires, une stratégie de prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs de rue, en réponse à une problématique métropolitaine d'actualité. Nul doute que le partage d'information et l'échange de connaissances entre les partenaires saura insuffler à cette initiative l'élan nécessaire pour atteindre ses objectifs », de déclarer M. Billette.

La présidente de la CRÉ de Longueuil, madame Nicole Lafontaine, a salué le soutien financier du MAMROT. Elle a de plus indiqué que l'intervention de la CRÉ de Longueuil dans ce programme était également déterminante. « Nous sommes particulièrement fiers que le Fonds de développement régional que nous gérons en tant qu'interlocuteur privilégié du gouvernement du Québec contribue, entre autres, à des réalisations pour contrer le phénomène des gangs de rue. Le regroupement régional que nous avons favorisé permet de rallier tous les intervenants autour d'un même but et d'une même volonté, soit coordonner les actions respectives pour agir simultanément en matière de répression, d'intervention et de prévention, et ce, dans le respect de la mission de chaque intervenant », d'énoncer en ouverture madame Lafontaine.

D'autre part, la participation du Service de police de l'agglomération de Longueuil (SPAL) dans cette entente de partenariat se veut un tournant à la lutte au phénomène des gangs de rue. « Concrètement, cette entente permettra à notre Service d'effectuer plus d'enquêtes criminelles reliées aux gangs de rue et

ainsi traduire en justice les proxénètes faisant partie de ces gangs, démontrant au milieu l'importance que porte le Service de police à la lutte aux gangs de rue. Je crois sincèrement qu'il est primordial d'accorder un intérêt tout particulier à la prévention dans ce genre de projet et c'est pourquoi nos agents de la Section des ressources et actions communautaires, en collaboration avec les partenaires de l'entente, participeront à plusieurs activités de sensibilisation auprès des jeunes. La participation du MAMROT permettra d'accroître les opérations spécifiques menées contre les gangs de rue par notre service de police », d'expliquer le directeur du SPAL, M. Marc Saint-Laurent.

De son côté, le directeur général du Centre jeunesse de la Montérégie, M. Camil Picard, a souligné que « cet arrimage novateur pour contrecarrer les influences des gangs de rue, ne peut qu'être bénéfique à nos jeunes les plus vulnérables ». Il a souhaité que le projet Mobilis enclenche un mouvement plus vaste de concertation au profit des jeunes de la Montérégie.

En plus, une partie de l'aide du MAMROT viendra compléter la contribution du Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ) à la Maison des jeunes Kekpart (MDJK), permettant à cette dernière de bénéficier d'une aide financière totalisant 64 000 \$. La présidente du Forum jeunesse Longueuil (FJL), madame Mireille Pelchat, a terminé en souhaitant bon succès à la MDJ K dans le déroulement du projet Sans P ni E. Elle a de plus indiqué que le FJL était fier de participer à une action qui vise le mieux-être des jeunes de la communauté. « Soyons complémentaires et aidons la cohésion des actions jeunesse du territoire et le développement de l'expertise auprès de nos jeunes ! », de dire madame Pelchat.

Cette concertation régionale appelée *Entente de partenariat visant à prévenir sur le territoire de l'agglomération de Longueuil l'adhésion des jeunes aux gangs de rue et à favoriser la mise en place de conditions propices à leur désaffiliation* est effective depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2008. Le comité de gestion composé des partenaires s'est déjà rencontré à plusieurs reprises en vue, entre autres, de préparer les modalités de mise en œuvre de l'entente, d'effectuer des démarches pour l'obtention de financement et de cibler des projets répondant directement aux objectifs de l'entente dont celui avec la Maison des jeunes Kekpart.

-- 30 --

**Pour information :**

<p><b>Marie Beaubien</b>, conseillère en communication Conférence régionale des élus (CRÉ) de Longueuil Tél. : 450 651-9041</p>	<p><b>Francine Gosselin</b>, chef des communications Centre jeunesse de la Montérégie Tél. : 450 679-0140</p>
<p><b>Michel Soutière</b>, capitaine, unité des affaires publiques Service de police, agglomération de Longueuil Tél. : 450 463-7373</p>	<p><b>Emmanuelle Brière</b>, conseillère politique Cabinet de M<sup>me</sup> Nicole Ménard, députée de Laporte Ministre du Tourisme Ministre responsable de la région de la Montérégie Tél. : 450 672-1885</p>